

TÉLÉCOMS

Claque boursière pour Proximus

Le cours de l'opérateur télécoms a plongé de 11 % ce vendredi suite à la publication des résultats annuels. En cause ? Les prévisions pour 2021. Proximus s'attend à réaliser un bénéfice opérationnel inférieur à celui de 2020 à cause des investissements à réaliser dans le déploiement de la fibre. Son CEO Guillaume Boutin a tenu à rassurer les investisseurs sur la capacité de l'entre-



Guillaume Boutin, CEO de Proximus.

© DOMINIQUE DUCHESNES.

prise à verser un dividende et a insisté sur les perspectives à long terme. « Nous sommes en train de renforcer notre second atout principal, derrière nos clients, pour les 80 prochaines années », a-t-il dit. « Passer du cuivre à la fibre nécessite des investissements importants. » Cette phase de transition a actuellement un impact sur les coûts opérationnels, « peut-être sous-estimés par certains analystes financiers ». Guillaume Boutin promet à nouveau de la croissance à partir de 2022. J.-F.M. (AVEC BELGA)

TAXE NUMÉRIQUE

Les Etats-Unis lèvent l'obstacle à un accord international

Les Etats-Unis ont levé le principal obstacle à l'adoption d'un accord international sur la fiscalité des géants du numérique. La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a déclaré aux ministres des Finances du G20 que Washington abandonnerait une partie particulièrement litigieuse de la proposition qui avait été mise sur la table fin 2019 par l'administration Trump, à savoir une disposition dite « refuge » (safe harbour), a-t-il expliqué. La France s'est immédiatement félicitée de ce changement de cap américain, jugeant un accord « à portée de main », et possible d'ici l'été. L'abandon par Washington de la disposition dite « refuge » est « un énorme pas en avant sur notre chemin vers un accord d'ici la fin de l'été », a également estimé le ministre des Finances allemand, Olaf Scholz. Les négociations en cours portent d'une part, sur la répartition des droits d'imposition entre pays de production et pays de consommation (pilier 1), en gros déterminer le lieu où l'impôt doit être payé, et, d'autre part, sur un seuil minimal d'imposition pour tous les pays (pilier 2). AFP

ÉNERGIE

Engie tourne la page du nucléaire en Belgique dans ses livres de comptes

Le groupe a inscrit une dépréciation de 2,9 milliards d'euros pour ses actifs nucléaires dans ses résultats annuels. Il ne croit plus à une prolongation après 2025.

BERNARD PADOAN

On s'y attendait depuis le début de la semaine et des rumeurs dans la presse française, mais la nouvelle est officiellement tombée ce vendredi matin avec la présentation des résultats annuels du groupe : pour Engie, la page du nucléaire belge est bel et bien tournée. Pour acter la fin de l'histoire, l'énergéticien a inscrit une dépréciation de 2,9 milliards d'euros de ses actifs nucléaires – les sept réacteurs des centrales de Doel et Tihange – dans ses comptes annuels 2020, qui du coup plongent dans le rouge (perte nette de 1,5 milliard d'euros contre un bénéfice de 1 milliard d'euros en 2019).

« Suite à l'annonce du gouvernement belge au quatrième trimestre 2020, il a été décidé de stopper tous les travaux de préparation qui auraient permis une prolongation de 20 ans de deux unités au-delà de 2025, dans la mesure où il semble peu probable qu'une telle prolongation puisse avoir lieu compte tenu des contraintes techniques et réglementaires », a indiqué Catherine MacGregor, la patronne d'Engie.

On le sait, le gouvernement De Croo a affirmé sa volonté de s'en tenir au calendrier de sortie du nucléaire tel que prévu dans la loi, soit une extinction progressive des réacteurs entre novembre 2022 et décembre 2025. Tout en se gardant un plan B, selon les mots de la ministre fédérale de l'Énergie, Tinne Van der Straeten (Groen) : s'il devait s'avérer, d'ici novembre prochain, que la Belgique ne dispose de capacités de production alternatives suffisantes pour garantir la sécurité d'approvisionnement électrique du pays en 2025, l'exécutif fédéral se garde la possibilité de décider d'une prolongation de 2 GW de nucléaire. Une porte qu'Engie vient de fermer.

Pas une surprise

La décision de l'exploitant des centrales nucléaires belges n'est pas une surprise. D'abord parce qu'en novembre dernier, une vidéo interne dans laquelle le patron de la branche nucléaire du groupe annonçait l'arrêt des projets liés à une prolongation avait fait grand bruit. L'énergéticien avait bien essayé de rétro-pédaler, affirmant garder les deux options (sortie définitive ou prolongation) ouvertes, mais l'intention était bien là.

D'autant qu'Engie a maintes fois répété qu'une éventuelle décision de prolonger la durée de vie de Doel 4 et Tihange 3 aurait dû intervenir avant la

La centrale nucléaire de Tihange pourrait bel et bien fermer définitivement ses portes le 1^{er} octobre 2025.

© BELGA

Sortie du charbon

Il n'y a pas que du nucléaire qu'Engie a fait son deuil. Le géant français s'est aussi engagé vendredi à sortir du charbon en Europe d'ici 2025 et dans le monde d'ici 2027. « Notre priorité pour ces actifs est de trouver des solutions de conversion, avec en tête que quand on les convertit, que ce soit avec des solutions gaz ou de biomasse raisonnée, l'impact carbone est positif », a indiqué Catherine MacGregor, la patronne d'Engie qui a pris ses fonctions en début d'année. Des actifs pourront aussi être fermés et dans certains cas spécifiques cédés, a-t-elle précisé. Il reste aujourd'hui à Engie 4 gigawatts (GW) d'actifs au charbon sur un portefeuille total de production d'électricité centralisée de 101 GW. Pour poursuivre sa mue, le groupe qui a déjà cédé l'an dernier sa participation de 29,9 % dans Suez à Veolia, souhaite encore faire sortir de son giron une partie de ses activités de services.

B. P. (AVEC AFP)

fin 2020, faute de quoi le groupe ne serait pas techniquement en mesure de réaliser les travaux de modernisation nécessaires et de commander le combustible à temps pour éviter une interruption de l'exploitation. Cette « deadline » est dépassée. Et Engie en tire les conséquences comptables.

L'énergéticien assure ne pas nous abandonner à notre sort pour autant. « Engie reste engagé à assurer la sécurité d'approvisionnement en Belgique », a assuré Catherine MacGregor. « À côté des énergies renouvelables, le groupe développe des projets de centrales à gaz jusqu'à 3 GW (850 MW à Vilvorde, 850 MW aux Awirs, 850 MW à Anvers avec BASF et 320 MW à Amercœur, NDLR). Ces projets pourraient participer au mécanisme belge de rémunération de capacité au travers des enchères durant la deuxième moitié de cette année, sous réserve d'une approbation (du mécanisme, NDLR) par les autorités européennes. »

Futur sans atome

Notre pays se dirige-t-il donc inexorablement vers un futur sans atome ? « On sait qu'en matière de sécurité d'approvisionnement électrique, la Belgique a toujours fait preuve de créativité », pointe un expert du secteur. Le gouvernement précédent n'a décidé de la prolongation de la durée de vie de Doel 1 et 2 que le 18 décembre 2014, soit moins de deux mois avant la date de fermeture officielle du premier réacteur de la centrale anversoise. Celui-ci a d'ailleurs été éteint et découplé du réseau électrique le 15 février 2015, pour n'être rallumé qu'en janvier 2016. Les travaux d'amélioration de la

conception des réacteurs – dits « LTO » pour « Long Terme Operations » – n'ont été effectués que dans les années suivantes. Et ce n'est qu'en 2020 qu'Engie, conformément à ce qui lui était prescrit par l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN), y a mis un point final.

Beaucoup de choses ont changé

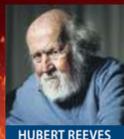
Mais beaucoup de choses ont changé entre-temps. La Cour constitutionnelle, après avoir consulté la Cour de justice de l'Union européenne, a rappelé qu'aucune prolongation ne pouvait avoir lieu sans qu'il soit procédé préalablement à une étude d'incidence environnementale transfrontalière – ce dont la précédente ministre fédérale de l'Énergie, Marie-Christine Marghem (MR), avait cru pouvoir se passer.

Et l'AFCN a indiqué qu'elle ne prolongera les permis d'exploitation qu'à la condition *sine qua non* que les travaux nécessaires pour se mettre en conformité avec les nouvelles normes de sécurité nucléaire post-Fukushima – qui concernent notamment la résistance aux chutes d'avions – imposées en février 2020. Soit autant de conditions incontournables et de délais incompressibles qu'Engie invoque à l'appui de sa décision.

Dans ces conditions, si la porte du plan B n'est pas verrouillée, elle n'est en tout cas plus très loin de l'être. Et si en novembre 2021 le gouvernement est contraint d'appeler Engie à la rescousse pour éviter que la lumière s'éteigne à l'hiver 2025-2026, l'énergéticien français sera évidemment en position de force pour imposer ses conditions.

NATIONAL GEOGRAPHIC

ATLAS DU COSMOS



HUBERT REEVES

Partez pour un fascinant voyage scientifique et visuel aux confins de l'Univers

Des ouvrages accessibles et rigoureux présentés par Hubert Reeves

N°59
Les impacts dans le système solaire
9,99€*

* En vente en librairie du 27/02 au 05/03/2021. Hors prix du journal. Suivant disponibilité des stocks.